



Bruxelles, le 20.8.2007
SEC(2007) 1078 final

**RAPPORT DE LA COMMISSION
AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL**

relatif aux dépenses du FEAGA

Système d'alerte précoce

N° 6-7/2007

TABLE DES MATIÈRES

| | | |
|----|--|---|
| 1. | INTRODUCTION..... | 3 |
| 2. | RECETTES AFFECTÉES | 3 |
| 3. | FONDS DE RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE DU SUCRE | 4 |
| 4. | COMMENTAIRES SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET 2007..... | 4 |
| 5. | CONCLUSIONS | 6 |

1. INTRODUCTION

Pour la période allant du 16 octobre 2006 au 31 mai 2007, le niveau d'exécution réel du budget par rapport au profil des dépenses prévu par l'indicateur, établi sur la base des dispositions de l'article 20 du règlement (CE) n° 1290/2005 du Conseil¹, est présenté à l'annexe.

2. RECETTES AFFECTÉES

Sur la base des dispositions de l'article 34 du nouveau règlement relatif au financement de la politique agricole commune, le règlement (CE) n° 1290/2005, les recettes provenant de corrections financières dans le cadre de décisions d'apurement de conformité, d'irrégularités et du prélèvement sur le lait sont considérées comme des recettes affectées au financement des dépenses du FEAGA. À l'heure de l'établissement du budget 2007, une évaluation de ces recettes a été réalisée, laquelle a été prise en compte lors de l'adoption des crédits du budget 2007 par l'autorité budgétaire. Concrètement:

- les recettes du prélèvement sur le lait ont été estimées à 349 millions EUR et prises en compte sous la forme d'une réduction des crédits demandés pour le secteur du lait et des produits laitiers, pour lequel l'autorité budgétaire a accordé un montant de 587 millions EUR;
- les recettes provenant de sommes récupérées à la suite de l'apurement de conformité et de la correction d'irrégularités ont été estimées respectivement à 568 millions EUR et 70 millions EUR. Le montant total de 638 millions EUR a été pris en compte sous la forme d'une réduction des crédits demandés pour le régime de paiement unique, pour lequel l'autorité budgétaire a accordé un montant de 27 918 millions EUR.

Le tableau en annexe présente le compte des recettes affectées, au titre desquelles un montant de 754,7 millions EUR a été collecté au 31 mai 2007, ventilé comme suit:

- un montant approximatif de 353,9 millions EUR a été collecté au titre du prélèvement sur le lait, contre une estimation initiale de 349 millions EUR,
- les sommes récupérées à la suite de l'apurement de conformité se sont élevées à environ 332,2 millions EUR, des montants supplémentaires étant prévus d'ici la fin de l'exercice budgétaire, et
- les recettes provenant de la correction des irrégularités se sont élevées à quelque 68,7 millions EUR, des montants supplémentaires étant également prévus d'ici la fin de l'exercice budgétaire.

Conformément aux règles en vigueur, ces recettes peuvent être employées, en partie ou totalement, aux fins du financement des dépenses du FEAGA si les crédits accordés par l'autorité budgétaire ne sont pas suffisants pour couvrir les dépenses engagées par les États membres. Si une partie ou l'ensemble de ces recettes ne sont

¹ JO L 209, 11.8.2005, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 320/2006 (JO L 58 du 28.2.2006, p. 42).

pas utilisées, les recettes non utilisées sont alors automatiquement reportées sur l'exercice budgétaire suivant.

3. FONDS DE RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE DU SUCRE

Les montants temporaires au titre de la restructuration dans le secteur du sucre sont traités comme recettes affectées destinées à financer l'aide à la restructuration de l'industrie sucrière ainsi que d'autres aides prévues par le fonds de restructuration. Pour la campagne de commercialisation 2006/07, ces montants sont liés aux quotas de sucre, de sirop d'inuline et d'isoglucose détenus par des opérateurs et doivent être versés au Fonds par les États membres en deux versements, dont les dates limites sont respectivement le 31 mars et le 30 novembre 2007. À la fin du mois de mars, les États membres avaient payé 1 287,2 millions EUR au titre du premier versement des montants de restructuration exigibles.

4. COMMENTAIRES SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET 2007

On trouvera ci-après quelques commentaires sur les raisons expliquant les principales différences entre le niveau d'exécution réel et le niveau prévu pour certains secteurs du budget 2007.

4.1. Facteurs monétaires

Les dépenses engagées au cours de la période susvisée tiennent compte de l'évolution du taux de change entre le dollar et l'euro. Pour une partie importante des restitutions à l'exportation de produits agricoles, en particulier les céréales et le sucre, ainsi que pour certaines aides internes (aide au coton notamment), le niveau des dépenses est influencé par les mouvements de ce taux de change.

Conformément à l'article 21 du règlement (CE) n° 1290/2005, le budget adopté par l'autorité budgétaire a été établi sur la base du taux de change moyen de la période allant de juillet à septembre 2006, soit 1 EUR pour 1,27 USD. Il y a lieu de noter que, pour la période allant du 1^{er} août 2006 au 31 mai 2007, le taux de change moyen était d'environ 1,00 EUR pour 1,31 USD, soit 3,1% au-dessus du taux utilisé pour l'établissement du budget 2007.

4.2. Facteurs de marché

4.2.1. Céréales (– 301,2 millions EUR)

Les conditions extrêmement favorables sur les marchés intérieur et extérieur des céréales et les prix élevés qui en résultent sur le marché intérieur ont entraîné une baisse des achats et une augmentation des ventes de céréales faisant l'objet d'un stockage au titre de l'intervention publique, ainsi qu'une réduction des dépenses liées aux restitutions à l'exportation, ce qui s'est traduit par une sous-exécution des crédits budgétaires de ce secteur qui devrait perdurer jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire.

4.2.2. Restitutions pour les produits hors annexe I (– 60,4 millions EUR)

Les États membres devraient supporter des dépenses moindres en ce qui concerne les restitutions à l'exportation de produits agricoles transformés en raison de la réduction

générale globale des taux de restitution à l'exportation pour les différents produits concernés. Cette situation devrait perdurer jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire.

4.2.3. *Sucre (+ 148,5 millions EUR)*

Le dépassement actuel des crédits budgétaires par rapport au niveau de l'indicateur est dû pour l'essentiel à l'augmentation des quantités de sucre exportées, qu'il s'agisse de sucre du marché libre ou de sucre provenant du stockage public.

4.2.4. *Fruits et légumes (- 68,9 millions EUR)*

La sous-exécution actuelle des crédits budgétaires par rapport au niveau de l'indicateur est due pour l'essentiel aux quantités de tomates, moins importantes que prévues, ayant jusqu'ici fait l'objet d'une aide à la transformation. Par ailleurs, le rythme d'utilisation des fonds opérationnels pour les organisations de producteurs est moins rapide que ce prévoit l'indicateur.

4.2.5. *Lait et produits laitiers (+ 96,0 millions EUR)*

Les crédits budgétaires, par rapport au niveau de l'indicateur, ont été dépassés au 31 mai 2007. À ce stade, la Commission s'attend à ce que ce dépassement soit temporaire.

Il convient de noter que le dépassement des crédits constaté, par rapport au niveau de l'indicateur, est dû à des raisons techniques, étant donné qu'à partir du budget 2007, les recettes du prélèvement sur le lait, initialement estimées à 349 millions EUR, sont traitées séparément comme recettes affectées au FEAGA. Les crédits budgétaires 2007 demandés et accordés par l'autorité budgétaire pour ce secteur n'intégraient pas ces recettes et, par conséquent, l'indicateur est appliqué à des crédits qui étaient inférieurs de ce montant. C'est pourquoi l'exécution actuelle du budget indique un dépassement.

Si l'on prend en considération le montant prévu initialement en ce qui concerne les recettes du prélèvement sur le lait à affecter au secteur laitier, on obtient, pour ce secteur, une sous-exécution des crédits de 126,1 millions EUR.

4.3. **Aides directes (- 726,4 millions EUR)**

Au 31 mai, la sous-exécution des crédits budgétaires s'élevait à 2 % par rapport au niveau de l'indicateur et concernait essentiellement les autres aides directes.

Sur la base des estimations des dépenses des États membres à la fin du mois de juillet, cette sous-exécution devrait se transformer en dépassement de 0,3 % des crédits budgétaires par rapport au niveau de l'indicateur. Cette absence de tendance claire quant à l'exécution du budget a amené les services de la Commission à prendre contact avec les États membres afin de clarifier plusieurs aspects de l'exécution des régimes concernés et d'établir une estimation indicative en ce qui concerne le niveau attendu des paiements au titre de ce chapitre pour la période s'étendant d'ici à la fin de l'exercice budgétaire.

Si l'on tient compte des recettes générées par l'apurement de conformité et la correction des irrégularités, qui devaient initialement être affectées au régime de paiement unique, une sous-exécution d'environ 1 337,0 millions EUR apparaît au 31 mai pour le chapitre des aides directes.

5. CONCLUSIONS

Les crédits budgétaires utilisés entre le 16 octobre 2006 et le 31 mai 2007 se sont élevés à 37 944,1 millions EUR, ce qui représente une sous-exécution globale d'environ 1 022,9 millions EUR, imputable principalement aux aides directes et, dans une moindre proportion, aux mesures de marché. La part de la sous-exécution liée aux mesures de marché devrait s'accroître d'ici la fin de l'exercice budgétaire. En ce qui concerne les aides directes, la sous-exécution actuellement observée devrait se transformer en dépassement des crédits budgétaires de 2007.

ANNEXE

EXERCICE BUDGÉTAIRE 2007 (*)

CONSUMMATION PROVISOIRE DES CRÉDITS
PAR RAPPORT AUX CRÉDITS INITIAUX DU FEAGA

Situation au 31 mai 2007

en millions d'euros

| | Crédits initiaux du budget (*) | Consom. de novembre à mai | Utilisation | Profil de consommation (**) en mai | | Écart entre le niveau d'exécution et l'indicateur | | |
|---------------------|--|---------------------------|-----------------|---------------------------------------|----------------|---|----------------|-----------------|
| | mio EUR | mio EUR | % | % | mio EUR | % | mio EUR | |
| | A | B | C= (B*100)/A | D | E= (D*A)/100 | F=C-D | G=B-E | |
| Dépenses (A) | | | | | | | | |
| 05 01 | DÉPENSES ADMINISTRATIVES DU DOMAINE POLITIQUE "AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL" | 8,5 | 2,3 | 26,6 % | 34,9 % | 3,0 | -8,3 % | -0,7 |
| | 05010401, 05010406 et 05010407: Suivi/prévention et projets pilotes | | | | | | | |
| | Total 05 01 Dépenses administratives du domaine politique "Agriculture" | 8,5 | 2,3 | 26,6 % | 34,9 % | 3,0 | -8,3 % | -0,7 |
| 05 02 | INTERVENTIONS SUR LES MARCHÉS AGRICOLES | | | | | | | |
| 05 02 01 | Céréales | 516,0 | -37,5 | -7,3 % | 51,1 % | 263,7 | -58,4 % | -301,2 |
| 05 02 02 | Riz | -2,0 | 3,2 | -158,0 % | 116,5 % | -2,3 | -274,5 % | 5,5 |
| 05 02 03 | Restitution pour les produits hors annexe 1 | 299,0 | 133,4 | 44,6 % | 64,8 % | 193,8 | -20,2 % | -60,4 |
| 05 02 04 | Programmes alimentaires | 278,0 | 155,7 | 56,0 % | 58,8 % | 163,5 | -2,8 % | -7,8 |
| 05 02 05 | Sucre | 323,0 | 321,6 | 99,6 % | 53,6 % | 173,1 | 46,0 % | 148,5 |
| 05 02 06 | Huile d'olive | 50,0 | 49,9 | 99,7 % | 86,7 % | 43,3 | 13,1 % | 6,5 |
| 05 02 07 | Plantes textiles | 22,0 | 6,3 | 28,6 % | 31,8 % | 7,0 | -3,2 % | -0,7 |
| 05 02 08 | Fruits et légumes | 1 319,8 | 648,8 | 49,2 % | 54,4 % | 717,7 | -5,2 % | -68,9 |
| 05 02 09 | Produits du secteur vitivinicole | 1 487,0 | 976,8 | 65,7 % | 67,5 % | 1 003,9 | -1,8 % | -27,1 |
| 05 02 10 | Promotion | 45,3 | 25,7 | 56,7 % | 57,6 % | 26,1 | -1,0 % | -0,4 |
| 05 02 11 | Autres produits végétaux et autres mesures | 379,0 | 196,7 | 51,9 % | 61,4 % | 232,6 | -9,4 % | -35,8 |
| 05 02 12 | Lait et produits laitiers (crédits provenant de recettes estimés à 349 millions EUR)** | 587,0 | 469,5 | 80,0 % | 63,6 % | 373,5 | 16,4 % | 96,0 |
| 05 02 13 | Viandes bovines | 117,0 | 69,3 | 59,3 % | 66,6 % | 77,9 | -7,3 % | -8,6 |
| 05 02 14 | Viandes ovines et caprines | p.m. | 0,0 | | | | | |
| 05 02 15 | Viandes porcines, œufs et volailles, apiculture et autres produits animaux | 194,1 | 121,5 | 62,6 % | 67,5 % | 131,1 | -5,0 % | -9,6 |
| | Total 05 02 Interventions sur les marchés agricoles (à l'exclusion de l'article 05 02 16) | 5 615,2 | 3 140,9 | 55,9 % | 60,6 % | 3 404,8 | -4,7 % | -263,9 |
| 05 03 | AIDES DIRECTES | | | | | | | |
| 05 03 01 | Aides directes découplées (crédits provenant de recettes estimés à 638 millions EUR)*** | 30 196,0 | 29 328,1 | 97,1 % | 97,2 % | 29 348,1 | -0,1 % | -20,0 |
| 05 03 02 | Autres aides directes | 6 214,5 | 5 163,3 | 83,1 % | 93,6 % | 5 816,8 | -10,5 % | -653,5 |
| 05 03 03 | Montants d'aide supplémentaires | 468,0 | 98,0 | 20,9 % | 27,9 % | 130,6 | -7,0 % | -32,6 |
| 05 03 04 | Aides directes accessoires (reliquats, petits producteurs, aides agromonétaires, etc.) | 0,0 | -20,3 | 0,0 % | | | | |
| | Total 05 03 Aides directes | 36 878,5 | 34 569,1 | 93,7 % | 95,7 % | 35 295,5 | -2,0 % | -726,4 |
| | AUTRES DÉPENSES | | | | | | | |
| 05 04 | Développement rural (050401 et 05040302) | p.m. | -17,6 | | | | | |
| 05 07 | AUDIT DES DÉPENSES AGRICOLES | -172,0 | 4,5 | -2,6 % | 4,7 % | -8,1 | -7,3 % | 12,6 |
| | Apurement comptable pour les exercices antérieurs (05070106 et 05070108) | -178,0 | 0,2 | -0,1 % | 6,0 % | -10,6 | -6,1 % | 10,8 |
| | (3) Apurement de conformité pour les exercices antérieurs (05070107 et 05070109) | p.m. | 0,0 | | | | | |
| | Audit des dépenses agricoles, autres lignes (05070101, 05070102, 05070105 et 050702) | 6,0 | 4,3 | 70,9 % | 41,7 % | 2,5 | 29,2 % | 1,7 |
| 05 08 | (1) STRATÉGIE POLITIQUE ET COORDINATION DU DOMAINE POLITIQUE "AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL" | 41,2 | 19,4 | 47,2 % | 60,0 % | 24,7 | -12,8 % | -5,3 |
| 11 02 | (2) (4) MARCHÉS DE LA PÊCHE | 30,5 | 7,9 | 25,8 % | 25,0 % | 7,6 | 0,8 % | 0,2 |
| 17 01 | (1) (2) DÉPENSES ADMINISTRATIVES DU DOMAINE POLITIQUE "SANTÉ ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS" | 1,3 | 0,5 | 36,0 % | 69,2 % | 0,9 | -33,2 % | -0,4 |
| | 17010401, 17010404 et 17010405: Interventions phytosanitaires - Étude pilote - Sécurité des aliments pour animaux et des denrées alimentaires | | | | | | | |
| 17 03 | (1) (2) SANTÉ PUBLIQUE | 13,5 | 0,0 | 0,0 % | 0,0 % | 0,0 | 0,0 % | 0,0 |
| | 17 03 02 Fonds communautaire du tabac -- Paiements directs par l'Union européenne | | | | | | | |
| 17 04 | (1) (2) SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, SANTÉ ET BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX ET DOMAINE PHYTOSANITAIRE | 295,0 | 217,2 | 73,6 % | 80,9 % | 238,6 | -7,3 % | -21,4 |
| | 170401 à 170407 Domaine vétérinaire, bien-être des animaux, santé publique, mesures phytosanitaires, aliments pour animaux et denrées alimentaires et autres mesures | | | | | | | |
| | Total autres dépenses | 209,5 | 231,8 | 110,7 % | 125,9 % | 263,7 | -15,2 % | -31,9 |
| | Total dépenses (à l'exclusion de l'article 05 02 16) | 42 711,7 | 37 944,1 | 88,8 % | 91,2 % | 38 967,0 | -2,4 % | -1 022,9 |
| | Recettes (B) | | | | | | | |
| 6 7 0 1 | Apurement de conformité pour les exercices précédents - FEAGA (estimation : 568 millions EUR) | p.m. | 332,2 | | | | | |
| 6 7 0 2 | Irrégularités - FEAGA (estimation : 70 millions EUR) | p.m. | 68,7 | | | | | |
| 6 7 0 3 | Prélèvement supplémentaire des producteurs de lait (estimation : 349 millions EUR) | p.m. | 353,9 | | | | | |
| | Total recettes (à l'exclusion des postes 6 8 0 1 et 6 8 0 2) | p.m. | 754,7 | | | | | |
| | Dépenses et recettes (A-B) | | | | | | | |
| | Dépenses et recettes totales (à l'exclusion des lignes 05 02 16, 6 8 0 1 et 6 8 0 2) | 42 711,7 | 37 189,3 | 87,1 % | 91,2 % | 38 967,0 | -4,2 % | -1 777,7 |
| | Fonds de restructuration de l'industrie du sucre | | | | | | | |
| 05 02 16 | Fonds de restructuration de l'industrie du sucre (crédits provenant de recettes estimés à 757 millions EUR)*** | p.m. | 0,0 | | | | | |
| 6 8 0 1 | Montants temporaires au titre de la restructuration - Recettes affectées (estimation : 1 259 millions EUR) | p.m. | 1 287,2 | | | | | |
| 6 8 0 2 | Irrégularités concernant le fonds temporaire de restructuration - Recettes affectées | p.m. | 0,0 | | | | | |
| | Total Fonds de restructuration de l'industrie du sucre | p.m. | 1 287,2 | | | | | |

(*) Exercice budgétaire = du 16.10.06 au 15.10.07, mais dépenses directes possibles jusqu'au 31.12.07.

(**) Pour les paiements directs, il s'agit des engagements.

(***) Y compris utilisation d'éventuelles recettes affectées, voir lignes consacrées aux recettes.

(1) Chapitre ne concernant pas uniquement le FEAGA.

(2) Chapitre ne relevant pas du titre 5, mais inclus dans le FEAGA.

(3) Utilisé uniquement lorsque les États membres sont bénéficiaires.

(4) Dont 15 millions EUR sont inclus dans le chapitre 4002.